

EDUCATION

REVUE DE PRESSE

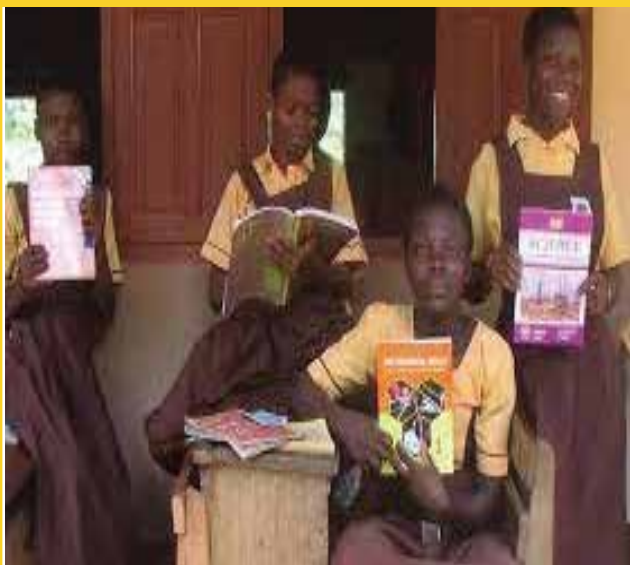
N° 0035

REVUE DE PRESSE EDUCATION
DU 21 AU 25 FEVRIER 2022



ABDOULAYE CISSE, PLANIFICATEUR : « Prolonger l'année, réduire les fêtes et alléger le programme »

Les élèves de Dakar exigent la réduction du programme et le report des examens



Enseignement :
Une étude souligne le déficit de manuels scolaires

SAOUROU SÈNE SG/- SAEMSS : « La grève prendra fin quand un accord sera signé »

Les élèves de l'enseignement public devront prendre leur mal en patience avant de reprendre les cours. La grève continue, c'est du moins la position, pour le moment, des syndicats d'enseignants. Les propositions de l'État n'ont pas convaincu le G7 qui attend plus que les 90 milliards mis sur la table par le ministre des Finances qui a promis le relèvement du montant de plusieurs indemnités (logement, indemnité d'enseignement ou de contrôle et d'encadrement). « La grève prendra fin quand un accord sera signé. Mais puisqu'on n'en est pas encore là, elle n'est donc pas encore terminée. En toute responsabilité, nous nous réunirons pour apprécier. Nous au SAEMSS nous nous réunirons. Nos frères du CUSEMS aussi. Et nous nous rencontrerons. A la fin de ces rencontres, nous prendrons une décision », annonce Saourou Sène, secrétaire général du SAEMSS.

Vox Populi

M. DIAGNE, porte-parole du MEN : « Le G7 peut aller dans le sens de la levée du mot d'ordre »



"Avec les nouvelles propositions du gouvernement, on passe d'une incidence financière de 69 milliards à 90 milliards de F Cfa. Même la partie syndicale a reconnu dans son communiqué, les efforts de l'Etat qui manifestent à suffisance la volonté ferme du Président Macky Sall de revaloriser conséquemment la fonction enseignante et de fermer définitivement le cycle de perturbations que connaît le système scolaire depuis des années. Objectivement, le G7 peut aller dans le sens de la levée du mot d'ordre, puisque tous les acteurs sont d'avis que la matérialisation de ces propositions rendra l'enseignant dans sa dignité, son droit et sa tranquillité d'esprit indispensable pour faire correctement son travail.

Vox Populi

Cheikh Mbow : « Le gouvernement et les syndicats devraient veiller à l'appli- cation des acquis »



Abondant dans le même sens, le Directeur Exécutif de la COSYDEP estime que des progrès importants ont été notés dans les négociations des deux parties. Selon Cheikh Mbow, le gouvernement, comme les syndicats, est en train de jouer sa partition pour sortir de la crise. « Le gouvernement a amélioré son offre et accepté de réviser l'échéancier pour l'application. Au début, il parlait de juillet 2022, mais il a revu cette disposition. Et les syndicats d'enseignants ont partagé leurs informations en demandant plus d'efforts sur l'échéancier et la prise en compte de tous les corps », se réjouit Cheikh Mbow qui déplore par contre les 300 heures perdues à cause de cette crise.

L'As

Cheikh Mbow : « Il y a déjà plus de 300 heures perdues »



« Nous sommes inquiets, parce qu'il y a déjà plus de 300 heures perdues. Et cette perte est énorme pour un pays, notamment pour des enfants qui ont vécu la Covid. D'autant que les enfants qui sont en classe d'examen avaient perdu 4 mois », se désole Cheikh Mbow. Il estime que si cette situation perdure, elle pourrait intensifier les manifestations d'élèves. « Ils ne voudront pas rester chez eux et voir d'autres catégories d'élèves aller à l'école », indique le Directeur Exécutif de la COSYDEP. A ses yeux, cette situation pourrait non seulement renforcer l'angoisse des parents d'élèves, mais impacter exclusivement les enfants d'école publique.

L'As

Abdoulaye Ndoye : « Il y a des problèmes au niveau des chiffres »

D'après Abdoulaye Ndoye, Secrétaire général du Cusems, si les enseignants ont campé sur leur position, c'est parce qu'il y a toujours des insuffisances... L'un des points d'achoppement, c'est le point indiciaire. On l'avait porté à 10% lors de la réunion restreinte entre la Direction de la Solde et les organisations syndicales les plus représentatives. Mais, aujourd'hui, le Gouvernement l'a ramené à 5%. Cela n'est pas possible, a regretté le syndicaliste. Il a cité aussi le problème de l'indemnité d'enseignement qui a été portée en réunion de commission à plus de 70%. Aujourd'hui, on nous parle de 60%. Il y a donc des problèmes au niveau des chiffres. Ce sont des préoccupations fortes parce que le segment du moyen secondaire s'est battu pour la correction des iniquités, des disparités et pour la revalorisation de la fonction enseignante », a déclaré le syndicaliste.

Le Soleil

Les élèves de Dakar exigent la réduction du programme et le report des examens



Réduire le programme scolaire, reporter les examens, voilà ce qu'exige le collectif des gouvernements scolaires du département de Dakar. Les potaches, qui risquent d'être l'agneau du sacrifice de la grève des enseignants, conseillent à l'Etat de respecter le protocole d'accords d'avril 2018. Le porte-parole du collectif Abdoulaye Ba est revenu ce mardi sur les motivations de ces exigences. « Nous envahissons les rues parce que nous sommes les principaux concernés par la grève. Nous ne sommes pas dans la rue par choix mais par obligation. Nous, jeunes de ce pays, avons un rêve commun : c'est de faire émerger notre terre mère car nous sommes convaincus que nul ne le fera à notre place.

Le Quotidien

Propositions de l'Etat : La base des syndicats dit niet



Les sections des syndicats d'enseignants ont tenu hier sur l'étendue du territoire national des Assemblées générales pour discuter des propositions formulées par le gouvernement. Les jugeant insignifiantes par rapport à leur plateforme revendicative, les enseignants ont préconisé la poursuite de la lutte. Malgré les dernières propositions du gouvernement qui a fait passer l'enveloppe de 69 à 90 milliards de francs CFA, les enseignants ont décidé de camper sur leur position. A l'issue de ces rencontres dans les procès-verbaux (PV) parcourus sur la quasi-totalité du territoire national, la base rejette les propositions du gouvernement », renseigne une source jointe par « L'As ».

L'As

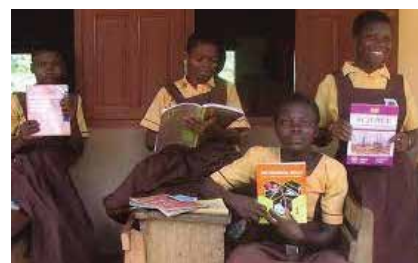
IFADEM : Des résultats probants obtenus par les États membres



L'Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres (Ifadem) a salué les résultats probants obtenus par les États membres en matière de formation à distance. C'était lors de la session ordinaire de son Comité de pilotage tenu, à Dakar, ce 19 février 2022, informe un communiqué. « Depuis le dernier comité de pilotage tenu en 2017, les résultats sont probants et l'Initiative a fait preuve de résilience et d'innovation pour appuyer les pays dans la continuité pédagogique en période de crise sanitaire de Covid-19 », précise-t-on. Selon la même source, cette réunion a permis de dresser l'état d'avancement de l'initiative dans les pays impliqués, de mettre en lumière un certain nombre d'acquis et d'émettre des recommandations pour les deux prochaines années.

Le Soleil

Enseignement : Une étude souligne le déficit de manuels scolaires



La faiblesse des ressources éducatives constitue un handicap dans notre système éducatif. C'est aussi le cas dans beaucoup d'autres pays d'Afrique francophone au sud du Sahara, selon une étude menée dans le cadre du projet « Ressources éducatives ». Cette dernière, menée de concert avec l'Unesco et le ministère de l'Éducation nationale, est financée par l'Agence française de développement (AFD). Globalement, selon l'étude, la norme qui est d'un manuel par élève n'est pas respectée dans le cycle élémentaire ainsi que dans le moyen-secondaire. « Au moyen, on a parfois presque 4 manuels pour 10 élèves. Au secondaire, c'est parfois un manuel pour 100 élèves dans certaines localités », a déploré Bineta Bâ Kâ.

Le Soleil

Grèves cycliques : Les élèves en classes d'examen entre angoisse, las- situde et craintes



Depuis plus de deux mois, l'école sénégalaise est en ébullition. Ces grèves cycliques et débrayages continus des enseignants ont fini par installer la psychose chez les élèves, surtout ceux en classes d'examen. L'Observateur a fait un tour dans certains établissements publics de la capitale pour tâter le pouls de ces potaches partagés entre angoisse et craintes pour leur avenir scolaire. « Je ne sais plus ce que je dois faire, je ne comprends plus rien. Cette situation est vraiment inédite, grave. Aujourd'hui, je doute de mon avenir », lâche Aïda Fall, 18 ans, élève en Terminale L2 au Lycée Seydou Nourou Tall.

L'Observateur

ABDOULAYE CISSE, PLANIFICA- TEUR : « Prolonger l'année, réduire les fêtes et alléger le programme »



Planificateur à l'Inspection d'académie (Ia) de Dakar, Abdoulaye Cissé donne la recette pour sauver l'année scolaire. Pour rattraper le temps perdu, il faut d'abord voir le programme, ce qui a été déjà fait et voir s'il y a une possibilité de prolonger l'année, organiser des cours les samedis, augmenter le quantum, réduire les fêtes qui vont venir et voir éventuellement, si on peut alléger le programme. Si on va vers la fin de l'année, à un mois ou un mois et demi, mettre l'accent sur les classes d'examen, comme on l'a fait pendant la période de Covid-19. Les professeurs vont venir en renfort pour rattraper les cours.

L'Observateur

UASZ : Des ensei- gnants vacataires réclament des ar- riérés de salaire



Après le collectif des enseignants chercheurs qui a organisé, il y a quelques jours, un point de presse pour dénoncer le licenciement abusif d'une de leurs collègues, c'est au tour des vacataires intervenant à l'Université Assane Seck de Ziguinchor de sonner la mobilisation. « Nous avons organisé ce point de presse en réponse au dernier entretien qu'on a eu avec le Recteur de l'Université Assane Seck de Ziguinchor. Cela fait maintenant plus de six mois qu'on dispense des enseignements et jusque-là, on n'a pas encore été payés », a déclaré El Hadj Ibrahima Camara. L'enseignant-vacataire de souligner que « dans cette université, on sécurise tous les salaires sauf celui des vacataires ».

Le Soleil

Systeme éducatif en Afrique : Réflexion sur le pilotage efficace de la qualité



Un webinaire régional de partage d'expériences organisé par l'Institut international de planification de l'éducation (IIEP-UNESCO) réunit du 21 au 25 février des acteurs de la communauté éducative du Bénin, du Burundi, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, du Sénégal, du Togo, de Madagascar et du Niger sur les bonnes pratiques de pilotage de la qualité dans le système éducatif. Soutenu par l'Agence française de développement (Afd), l'atelier virtuel a servi de tribune pour passer à la loupe les principaux leviers pour un pilotage efficace de la qualité de l'éducation. Les panélistes des 8 pays en ont profité pour formuler des propositions adéquates sur le sujet.

Le Soleil

COVID-19 : Une enquête note la résilience du sys- tème éducatif sénégalais



L'Institut Education, famille, santé et genre, de l'Université Assane Seck de Ziguinchor (Uasz), a partagé, ce jeudi, les résultats de l'enquête de terrain qu'il a effectuée en collaboration avec l'Institut de recherche pour le développement (Ird) sur l'impact de la Covid-19 dans le système éducatif sénégalais. La rencontre, tenue au MEN, en présence de tous les acteurs et partenaires concernés, a permis de souligner la résilience de notre système éducatif par rapport à la pandémie de coronavirus qui a secoué le monde. Selon Jean Alain Goudiaby, enseignant-chercheur au département de Sociologie à l'Uasz, par ailleurs chef de l'équipe d'enquêteurs, dans certaines localités, des initiatives ont été prises par les communautés pour protéger l'école contre la propagation du virus en plus de celles développées par le ministère de l'Education nationale.

Le Soleil

Enième rencontre Etat-syndicats : Les élèves retiennent leur souffle



Les élèves et leurs parents retiennent encore leur souffle. Une énième rencontre entre les enseignants, le gouvernement et les partenaires sociaux va se tenir pour la poursuite des négociations. En effet, si une solution n'est pas trouvée ce vendredi 25 février 2022, l'école va se diriger directement vers une année blanche, car les syndicats vont entamer leur onzième plan d'action. Ce qui sera sans doute fatal pour l'année scolaire 2021-2022. D'autant que depuis près de trois mois, les enseignants sont en grève. D'ailleurs, les élèves étaient descendus dans les rues ce jeudi pour exprimer leur colère et leur amertume. Une manifestation à laquelle a pris part Guy Marius Sagna pour leur apporter son soutien.

L'As

Abdoulaye Touré, Directeur BU : « Nous allons élar- gir l'offre numérique »

Ma feuille de route est de continuer d'offrir à la communauté universitaire des services innovateurs répondant aux besoins des publics de la Bu dans un contexte d'ouverture des données de la recherche. Nous allons parachever les chantiers laissés par notre prédécesseur et travailler en étroite collaboration avec tous les services de l'Ucad pour donner un nouvel élan à la Bu et la positionner au cœur des activités d'enseignement et de recherche. Pour se faire, nous allons finaliser l'interconnexion des bibliothèques du Service commun de la documentation, élargir l'offre numérique pour mieux accompagner l'enseignement bimodal à l'Ucad, vulgariser et continuer de développer des programmes de formation à l'utilisation des ressources numériques au profit des utilisateurs.

Le Soleil

Nouveau rec- teur Uam : Pr Ibrahima Cissé décline sa vision

Notre université a très tôt compris que l'évolution des connaissances scientifiques et techniques, celle des moyens de communication, mais surtout l'accroissement considérable des effectifs d'étudiants sont autant de raisons qui nous obligent à interroger les formes d'intervention dans le sous-secteur de l'enseignement supérieur. L'Uam s'inscrit dans le cadre législatif et réglementaire régissant les établissements d'enseignement supérieur publics du Sénégal. Néanmoins, ceci lui donne assez de flexibilité pour capter les flux internationaux d'étudiants qui sont une force motrice des sociétés du savoir. Un accent tout particulier est mis, à l'échelle mondiale, sur le développement des Stem (Sciences, technologies de l'économie, ingénierie et mathématiques) et le développement durable.

Le Soleil

La première promotion de l'Isep de Diam- niadio sur le marché de l'emploi

Les premiers étudiants diplômés de l'Institut supérieur d'enseignement professionnel de Diamniadio (ISEP) ont reçu leur parchemin, samedi, au cours d'une cérémonie de graduation au Centre international de conférences Abdou Diouf (CICAD), a constaté l'APS. Au total, 284 étudiants ont été reçus après une formation de deux ans dans dix filières des métiers de l'automobile et des technologies de l'information et de la communication (TIC). Devant leurs parents et amis, en présence du corps professoral de l'ISEP, les étudiants ont défilé pour recevoir leur diplôme des mains d'autorités conviés pour l'occasion.

ApS

Neurologie : Pr Amadou Gallo Diop salue une relève de qualité

La spécialisation est le parent pauvre du système de santé au Sénégal. Les effectifs font souvent défaut, du fait d'un personnel peu nombreux ou vieillissant. Seulement, chez les neurologues opérant dans le service public, la relève est assurée. Ce qui réjouit le professeur Amadou Gallo Diop, Doyen du Service neurologie de l'hôpital Fann de Dakar. Il s'exprimait lors de la cérémonie d'ouverture des Journées scientifiques de l'Association sénégalaise de neurologie (Asn). Une occasion pour le Pr. Diop de prodiguer des conseils à la jeune génération de neurologues.

Seneweb

La rémunération des enseignants en chiffres



Sur un effectif de 58.183 instituteurs et instituteurs adjoints, l'État va décaisser plus de 13 milliards Fcfa pour payer la prime scolaire en 2022, rapporte le quotidien Source A. La revalorisation de l'indemnité de recherche documentaire ou de surcharge horaire est passée du simple au double pour tous : 140 000 Fcfa pour les professeurs du Secondaire ; 130 000 Fcfa pour les professeurs du Moyen ; 120 000 Fcfa pour les professeurs du Collège d'enseignement moyen général. L'indemnité de contrôle et d'encadrement, dont le montant actuel est de 150 000 Fcfa, est revalorisée aux taux de 100%. Elle est ainsi portée à 300 000 Fcfa, selon un échéancier de 2 ans, soit 75 000 Fcfa en 2022 et 75 000 Fcfa en 2023.

Seneweb

Enseignement supérieur : Togo engage des réformes

Le Togo a engagé des réformes dans sa formation post-bac. Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Prof Majesté Ihou Wateba revient, dans cette interview accordée à Togo-Presse, sur les réformes de l'enseignement supérieur, les axes prioritaires, les avancées et les attentes. Désormais, nous sommes engagés dans une éducation pour tous, une éducation qui ne doit pas faire des laissés pour compte et qui ne doit pas privilégier une catégorie socioprofessionnelle ou ethnique ou encore de sexe. Il a donc été mis en place une commission qui a travaillé et qui rend les bourses plus représentatives des communautés et des préfectures d'origine.

Ici Lomé

Guinée : Un institut des mines dans la région de Boké

Le ministère guinéen de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation a signé le mercredi 23 février, une convention de coopération avec SMB-Winning, un consortium qui regroupe quatre partenaires mondiaux dans les domaines de l'extraction, de la production et du transport de bauxite. L'objectif est la construction d'un institut supérieur dédié à la formation aux métiers de raffinerie et des mines. « On a décidé avec le ministère de l'Enseignement supérieur de créer cet institut de formation pour que les jeunes guinéens soient plus qualifiés et plus compétitifs sur le marché de l'emploi. La création de cet établissement est un geste pour moi de vouloir contribuer au développement de la Guinée », a indiqué Sun Xiushun, PDG du consortium.

Agence Ecofin

Maroc : La durée de formation des médecins réduite

La durée de formation des médecins au Maroc passera de 7 à 6 ans. C'est l'information contenue dans une note du ministère de l'Enseignement supérieur signée le jeudi 17 février, à l'endroit des présidents des universités publiques. Cette mesure est présentée comme une solution pour gérer le déficit de professionnels dans le pays. « Le rythme de formation des cadres médicaux tel qu'il est actuellement ne permettra pas à notre pays d'atteindre ses objectifs », informe le document. Au Maroc, le déficit en personnel de santé est estimé à un peu plus de 32 000 médecins et 65 000 infirmiers. Un déficit qui s'est le plus fait sentir avec la crise sanitaire due à la covid-19.

Agence Ecofin

L'Université d'Ottawa évaluera sa capacité à offrir des études entièrement en français

L'Université d'Ottawa évaluera au cours des prochains mois si ses programmes assujettis à la Loi sur les services en français permettent vraiment aux francophones qui fréquentent l'établissement d'étudier entièrement dans la langue, dans l'ordre et les délais prescrits. Dans le cadre de la rédaction du rapport Renouveau de la francophonie à l'Université d'Ottawa : une responsabilité collective, qui faisait notamment état d'une francophobie à l'université, certains participants ont affirmé qu'il n'était pas toujours possible de suivre intégralement un programme d'études de premier cycle uniquement en français. C'est ce que prévoit pourtant la désignation partielle en vertu de la Loi obtenue par l'université en 2015 et entrée en vigueur l'année suivante.

Le Devoir